L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

G. P. WEBBER & Co. | No 73, Rue de Chartres, entre Conti & Bienville | NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 13 AOUT 1862 | G. P. WEBBER, P. LIBERT. — E. DUFOUR, E. HARDY — Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans
MERCREDI MATIN, 13 AOUT.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par E. Roger & Co, à 9 heures et demie, sur le Levée, en face de la rue de Conti,—savoir:
Par E. Roger & Co,—sur la Levée, en face de la rue de Bienville,—savoir:
Par E. T. Mahony, rue Royale, entre rues Bienville et Conti,—savoir:
Par M. F. de Marks, 41 rue de Chartres, —une chaudière sécher.

Une alliance franco-russe.

Nous avons annoncé qu'une entente doit avoir lieu au mois de septembre prochain entre les trois nouveaux de France, de Russie et de Prusse. Cette nouvelle a causé en Europe une sensation d'autant plus vive que les bruits qui circulaient sur la formation d'une alliance entre la France et la Russie ont pris une extension constatée par la publication dans la *Patrie* d'une note qui revêt la forme habituelle des communications officielles du cabinet de Tuileries. Voici le texte de cette note qui a paru dans le numéro du 13 juillet de la *Patrie*:

"Nous croyons savoir que les négociations d'ensemble qui se poursuivaient entre la France et la Russie ont abouti à une issue favorable et amènent entre ces deux puissances, une entente générale.

"Les points principaux sur lesquels portaient cette entente seraient, dit-on, les suivants:

"1° La Russie et la France seraient invitées d'accord sur le mode d'examen et de solution des questions qui touchent à la situation et aux intérêts des chrétiens d'Orient. La France, ni puissance plus catholique, et la Russie pour les schismatiques de différentes races, auraient, arrivées, par de mutuelles concessions, à une entière communauté de vues sur ce point.

"Un deuxième point serait également mis en condition à une appréciation identique des affaires d'Italie; et, tout en admettant la nécessité de reconnaître les faits accomplis, elles se réclameraient comme sur la seule base sur laquelle il serait à désirer que le cabinet de Turin s'arrêtât en sujet des questions non résolues, principalement dans le but d'éviter tous actes d'où pourraient naître des complications pour l'Europe et des dangers pour l'Italie elle-même.

"Enfin, l'entente de la France et de la Russie serait portée sur la solution que pourrait recevoir le conflit qui divise depuis longtemps le Danemark et les puissances allemandes.

"Nous ne voulons pas donner aux considérations de nos informations plus de portée qu'elles n'en auraient à avoir pour bien réfléchir mais il nous paraît difficile de ne pas voir dans l'ensemble de ces faits les indices d'une alliance entre ces deux puissances."

On comprend que la publication de cette note a dû causer un certain émoi dans les cercles diplomatiques d'Allemagne et d'Angleterre. Le *Patrie* constate elle-même l'émotion qu'elle a occasionnée, dans le passage suivant de son bulletin de nouvelles du 17 juillet:

"Le mot d'ordre a été donné par les agents de la coalition, dans le passage suivant de son article de Francfort, qui a été faite par les négociations entre la France et la Russie, terminées par des conventions pouvaient le 20 mars de cette année, à dit M. de Bismarck. Le gouvernement a vu, dès l'origine, en Alsace de la convention qu'une attitude simplement négative et ne pouvait ne suffirait pas pour sauvegarder efficacement les intérêts; il a vu que n'est pas borné en conséquence à exprimer un gouvernement protêts et aux armes supérieure de Schleswig. Sur les bords de la Vistule, contre les traités paraphés à Berlin, le gouvernement a pris des mesures propres à assurer à la Pologne une existence nationale. Nous ne pouvons pas nous dissimuler que ces mesures ne soient pas du goût de la Russie; mais nous pensons qu'elle ne peut pas sérieusement s'en plaindre, car elles ne sont que la conséquence naturelle de la situation qui lui a été faite par les événements de 1856."

Cette note a causé une grande émotion en Europe. Le *Morning Herald* à ce sujet:

Le journal anglais raconte une conversation qui aurait eu lieu entre un haut fonctionnaire français et un Anglais qui se plaignait de cette alliance et la regardait comme une brèche faite à l'entente cordiale. Voici ce que, d'après le *Herald*, le fonctionnaire français aurait répondu:

"L'Empereur aime les discussions franches. Sa Majesté a donné trop de preuves de la valeur qu'elle attache à l'alliance anglaise pour permettre qu'on méconnaisse son intention, et ce pendant, par ses discours au Parlement, par la publication de papiers diplomatiques, il a récemment angleterre cherche à détruire, en Italie, l'influence légitime de la France; l'Angleterre a pris une attitude hostile."

Le *Herald* ajoute que si ces arguments ne sont pas irréfutables, ils sont de nature spéciaux, et qu'ils soient justes ou faux, ils représentent sa l'opinion des cercles officiels. Il est bien entendu que nous laissons au *Herald* la responsabilité de ses assertions.

L'Angleterre a évidemment provoqué sa rapprochement entre les puissances continentales par sa politique empreinte à l'égard de la France en Italie et au Mexique et par son refus d'agir de concert dans les questions américaines. Maintenant le projet d'alliance avec la Russie est il, de la part de Napoléon III, le résultat de plans sérieux, ou n'est-ce qu'une manœuvre habile à ramener l'Angleterre à l'entente cordiale, c'est ce que les événements seuls nous révéleront.

D'après une correspondance de l'*Indépendance belge*, l'entrevue des trois souverains aurait lieu à Berlin ou à Postdam, et il aurait probable qu'à son retour de cette entrevue l'empereur Napoléon se rencontrât avec l'empereur d'Autriche à Ems ou à Carlsbad. Il est difficile de croire cependant que François Joseph se décide à adopter les vues de la nouvelle politique européenne au point de consentir à faire partie de la réunion souveraine en France. Tout dépend à cet égard des garanties qui on pu être données à l'Autriche sur les principaux qui viennent de reconnaître le royaume d'Italie. Il est évident que l'Autriche redoute un instant moment, est et qu'elle va faire quelques efforts pour entrer dans la voie où navigueront de concert les autres puissances continentales.

Ainsi l'Autriche a vu avec effroi le traité de commerce conclu dernièrement entre la France et la Prusse en plaine le Zollverein, et elle vient de se décider à faire une démarche décisive pour se rattacher à l'union allemande. Voici ce que dit à cet égard le *Constitutionnel* du 13 juillet:

Nous avons fait mention, d'après des correspondances particulières, d'une circulaire que le cabinet de Vienne aurait adressée à tous ses agents accrédités auprès des cours allemandes, au sujet des traités de commerce et de douanes. Les journaux de Vienne nous apportent aujourd'hui le texte même de discours par lequel M. le comte de Rechberg a fait connaître au Reichsrath le traité conclu avec la France, et la circulaire diplomatique. Voici ce que dit la circulaire qui lui a été faite par les négociations entre la France et la Prusse, terminées par des conventions provisoires le 29 mars de cette année, a dit M. de Rechberg. Le gouvernement a vu, dès l'origine, en Alsace de la convention qu'une attitude simplement négative et ne pouvait ne suffirait pas pour sauvegarder efficacement les intérêts; il a vu que n'est pas borné en conséquence à exprimer un gouvernement protêts et aux armes supérieure contre les traités paraphés à Berlin. Sur les bords de la Vistule, contre les traités de l'Autriche avec le Zollverein: nous ne pouvons pas nous dissimuler que ces mesures ne soient pas du goût de la Russie; mais nous pensons qu'elle ne peut pas sérieusement s'en plaindre, car elles ne sont que la conséquence naturelle de la situation qui lui a été faite par les événements de 1856."

Cette note a causé une grande émotion en Europe. Le *Morning Herald* à ce sujet:

Le journal anglais raconte une conversation qui aurait eu lieu entre un haut fonctionnaire français et un Anglais qui se plaignait de cette alliance et la regardait comme une brèche faite à l'entente cordiale. Voici ce que, d'après le *Herald*, le fonctionnaire français aurait répondu:

"L'Empereur aime les discussions franches. Sa Majesté a donné trop de preuves de la valeur qu'elle attache à l'alliance anglaise pour permettre qu'on méconnaisse son intention, et ce pendant, par ses discours au Parlement, par la publication de papiers diplomatiques, il a récemment angleterre cherche à détruire, en Italie, l'influence légitime de la France; l'Angleterre a pris une attitude hostile."

Le *Herald* ajoute que si ces arguments ne sont pas irréfutables, ils sont de nature spéciaux, et qu'ils soient justes ou faux, ils représentent sa l'opinion des cercles officiels. Il est bien entendu que nous laissons au *Herald* la responsabilité de ses assertions.

L'Angleterre a évidemment provoqué sa rapprochement entre les puissances continentales par sa politique empreinte à l'égard de la France en Italie et au Mexique et par son refus d'agir de concert dans les questions américaines. Maintenant le projet d'alliance avec la Russie est il, de la part de Napoléon III, le résultat de plans sérieux, ou n'est-ce qu'une manœuvre habile à ramener l'Angleterre à l'entente cordiale, c'est ce que les événements seuls nous révéleront.

D'après une correspondance de l'*Indépendance belge*, l'entrevue des trois souverains aurait lieu à Berlin ou à Postdam, et il aurait probable qu'à son retour de cette entrevue l'empereur Napoléon se rencontrât avec l'empereur d'Autriche à Ems ou à Carlsbad. Il est difficile de croire cependant que François Joseph se décide à adopter les vues de la nouvelle politique européenne au point de consentir à faire partie de la réunion souveraine en France. Tout dépend à cet égard des garanties qui on pu être données à l'Autriche sur les principaux qui viennent de reconnaître le royaume d'Italie. Il est évident que l'Autriche redoute un instant moment, est et qu'elle va faire quelques efforts pour entrer dans la voie où navigueront de concert les autres puissances continentales.

Ainsi l'Autriche a vu avec effroi le traité de commerce conclu dernièrement entre la France et la Prusse en plaine le Zollverein, et elle vient de se décider à faire une démarche décisive pour se rattacher à l'union allemande. Voici ce que dit à cet égard le *Constitutionnel* du 13 juillet:

Nous avons fait mention, d'après des correspondances particulières, d'une circulaire que le cabinet de Vienne aurait adressée à tous ses agents accrédités auprès des cours allemandes, au sujet des traités de commerce et de douanes. Les journaux de Vienne nous apportent aujourd'hui le texte même de discours par lequel M. le comte de Rechberg a fait connaître au Reichsrath le traité conclu avec la France, et la circulaire diplomatique. Voici ce que dit la circulaire qui lui a été faite par les négociations entre la France et la Prusse, terminées par des conventions provisoires le 29 mars de cette année, a dit M. de Rechberg. Le gouvernement a vu, dès l'origine, en Alsace de la convention qu'une attitude simplement négative et ne pouvait ne suffirait pas pour sauvegarder efficacement les intérêts; il a vu que n'est pas borné en conséquence à exprimer un gouvernement protêts et aux armes supérieure contre les traités paraphés à Berlin. Sur les bords de la Vistule, contre les traités de l'Autriche avec le Zollverein: nous ne pouvons pas nous dissimuler que ces mesures ne soient pas du goût de la Russie; mais nous pensons qu'elle ne peut pas sérieusement s'en plaindre, car elles ne sont que la conséquence naturelle de la situation qui lui a été faite par les événements de 1856."

CHRONIQUE LOCALE

SALVE D'ARTILLERIE.—Hier soir, vers les cinq heures, une salve de quinze coups de canon a été tirée sur la levée en l'honneur du commodore Farragut, élevé au grade de contre-amiral en vertu de la dernière loi du Congrès sur la hiérarchie de la marine, et une autre salve de onze coups a été tirée par l'artillerie de la flotte.

MARCHÉ GRATUIT.—Il a été distribué, hier, des provisions à 1836 familles.

Les pauvres ont reçu—2250 livres de bacon, 7500 livres de riz, 2820 paires et 10 barils de mélasse.

COUR PRÉVÔTALE.—Tom Connors, qui s'est enrôlé dernièrement, a été condamné à trois mois de prison. Il a assailli son sergent.

Michael Kilbride, dont l'arrestation a été mentionnée hier, a été condamné à deux jours de prison et amende pour avoir débité de la boisson sans licence.

Phil. Carroll a été condamné à trois mois de prison pour vente de boissons.

John Fagarty, de la Cie H du 13e régiment de Connecticut, a été envoyé en prison pour un mois. Il a assailli un